



AMERIQUE/MEXIQUE - Protestation de l'Evêque de la Prélature de Cancun suite à l'ouverture d'un casino dans les environs immédiats d'une église

Cancun (Agence Fides) – Un casino encourageant les jeunes à pratiquer le jeu de hasard et attirant des organisations criminelles a été ouvert à moins de 200 m d'une église. C'est ce qu'a indiqué à Fides, S.Exc. Mgr Pedro Pablo Elizondo Cárdenas, Evêque de la Prélature de Cancun-Chetumal, à Quintana Roo. Afin d'en bloquer le fonctionnement et d'en obtenir le transfert, l'Evêque a débuté une bataille légale contre le Casino Playboy de Cancun. La pétition de l'Eglise se base sur le fait que la présence d'un casino à moins de 200 m d'un lieu de culte représente une violation des normes en vigueur.

« Le casino se trouve à l'intérieur de la zone interdite parce qu'il est proche d'une école ou d'une église. Nous en appelons au texte de la loi. Entre temps, nous avons entrepris un recours légal » explique l'Evêque dans une note parvenue à Fides. Le casino a été inauguré en 2010 avant d'être fermé pour manque de mesures de sécurité. Il a été rouvert en novembre 2012 et se trouve en face de l'église du Christ ressuscité.

Sur la question, le Tribunal local s'est déclaré incompétent, renvoyant le tout au Tribunal du District fédéral. Selon un premier rapport venu à la connaissance de la presse, la défense affirme que « c'est l'Eglise qui ne devrait pas être à cet endroit ». A Cancun existent d'autres casinos parce que la zone présente une affluence touristique. Au Mexique, l'Eglise a toujours condamné la liaison existant entre trafic de drogue, violence, abus de pouvoir, jeu de hasard et corruption qui va au détriment de la population pauvre et souffrante. Dans de nombreux cas, la violence a été liée aux casinos, lieux dans lesquels circulent fréquemment des malfaiteurs. Tous se souviendront du massacre intervenu dans la ville de Monterrey, au Nouveau Leon, au cours duquel plus de 50 personnes ont trouvé la mort dans un casino (voir Fides 26/08/2011). L'Eglise et la société civile entendent surtout défendre les jeunes de la criminalité organisée. (CE) (Agence Fides 11/04/2013)